

- Les principaux sites de l'Union
- L'accès aux documents et la transparence
- eEurope
- IDA
- Testa



Un premier exemple d'application

Le site de la Commission européenne : le <u>serveur EUROPA</u> contient des informations générales sur les principales politiques et activités de l'Union européenne et de la Commission. Ce serveur permet d'accéder directement à des documents officiels tels que propositions législatives, Livres verts, Livres blancs, communications politiques, rapports annuels et programmes de travail.

- **<u>Eur-Lex</u>** (point d'accès unique à l'ensemble des actes juridiques de l'Union européenne)
- **CELEX** (base de données complète de la législation communautaire, avec des options de recherche complexes)
- <u>Pre-Lex</u> (base de données de la Commission contenant les procédures interinstitutionnelles vous permettant de suivre les grandes étapes du processus décisionnel entre la Commission et les autres institutions)
- **<u>IDEA</u>** : l'annuaire électronique des institutions européennes
- <u>**Europarl**</u> : le site du Parlement européen
- OEIL : L'observatoire législatif
- CURIA : La cours de justice des communautés européenne
- ♦ eu.ue.int : le site de l'Union européenne

Complément:

♦ <u>Sources d'Europe</u> : site des centres d'information sur l'Europe

D'autres liens sont accessibles à partir des sites (Europa...)





Transparence et Accès aux documents

- <u>RÈGLEMENT (CE) No 733/2002</u> DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 22 avril 2002 Mise en œuvre du domaine .eu
- <u>RÈGLEMENT (CE) No 1049/2001</u> DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 30 mai2001 relatif à l'accès du public aux documents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission
- <u>RÈGLEMENT (CE) No 2887/2000</u> DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL 18 décembre 2002 relatif au dégroupage de l'accès à la boucle locale

- <u>Directive No 2003/98/CE</u> du Parlement européen et du Conseil du 17 novembre 2003 concernant la réutilisation des informations du secteur public
- <u>Directive 2002/58/CE</u> du Parlement européen et du Conseil du 12 juillet 2002 concernant le traitement des données à caractère personnel et la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques (directive vie privée et communications électroniques)

Société de l'Information (Contraction (Contr

Société de l'Information Europe

Le 8 décembre 1999, la commission a lancé l'initiative « **Europe** - Une société de l'information pour tous»

Cette initiative vise à promouvoir une utilisation accrue des technologies numériques dans toute l'Europe et à donner à tous les Européens les connaissances nécessaires pour les utiliser





Romano Prodi

"Ces changements, les plus importants que l'on ait connus depuis la révolution industrielle, sont profonds et mondiaux. Ils n'affectent pas seulement les technologies, mais concernent chacun de nous, où que nous nous trouvions. Parvenir à gérer cette transformation représente l'un des défis économiques et sociaux les plus sérieux auxquels l'Europe doit aujourd'hui faire face..."





Erkki Liikanen

"L'initiative Europe s'inscrit dans un contexte de profondes mutations sociales et économiques: des défis majeurs sont à relever par les décideurs politiques européens afin de moderniser l'économie et des perspectives jusqu'ici inégalées en terme de croissance, de compétitivité, d'emploi et de cohésion sociale s'offrent à nous..."





Europe 2005 : Une société de l'information pour tous Standards that make eEurope tick! Players Policy Technical Activities Documents News & Events

Adopté le 18 mai 2002 (Com 2002-263)
Plan d'action présenté au Conseil européen de Séville les 21 et 22 juin 2002

L'objectif du présent plan d'action est de créer un environnement favorable à l'investissement privé et à la création d'emplois, de stimuler la productivité, de moderniser les services publics et de donner à chacun la possibilité de participer à la société mondiale de l'information. eEurope 2005 vise par conséquent à stimuler le développement de services, d'applications et de contenus sécurisés, exploitant une infrastructure à large bande abondamment disponible.







Communication du 26 mai 2004

(COM 2004/380)

- Haut débit
- Services publics en ligne
- Commerce électronique





La diffusion de l'information au niveau européen

IDA

Programme d'Interchange de données entre administrations

- Bases juridiques : Décision 1719/CE et 1720/CE
- Le programme adopté le 12 juillet 1999 par le Conseil et le Parlement, vise à développer les échanges électroniques d'informations entre 300 administrations européennes dans les domaines couverts par le traité d'Amsterdam
- IDA -> IDA II
- -> IDABC (2005 2009) décision 2004/387/CE



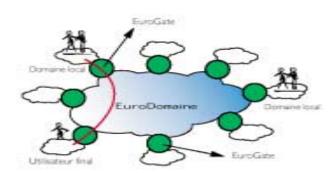


La diffusion de l'information au niveau européen

TESTA

Services Trans-européens de Transactions Télématique entre Administrations

- Un besoin grandissant d'échange d'informations entre des administrations européennes.
- Un réseau européen inter-administratif.
- Jonction des réseaux nationaux avec un point d'appui Européen de transactions : l'Eurodomaine.
- Respect du principe de subsidiarité.



L' Union européenne

La diffusion de l'information au niveau européen



Un exemple concret:

Le Secrétariat général du Conseil de l'Union européenne est chargé de la diffusion de documents officiels de l'Union européenne.



Société de l'Information (1997) Europe

La diffusion de l'information au niveau européen

Le Secrétariat général du Conseil de l'Union européenne a donc décidé dès 1997 de mener, avec les états membres, une étude pour la dématérialisation de ces documents.



- Création d'un « groupe de travail » au Conseil
- Depuis octobre 2002 tous les documents sont diffusés par voie électronique.
- Le Conseil a tiré des bénéfices avec la mise en place de ce système,
 à la fois en termes économiques et en termes de rapidité.
- Ces gains sont encore plus substantiels avec l'élargissement de l'Union



La diffusion de l'information au niveau européen

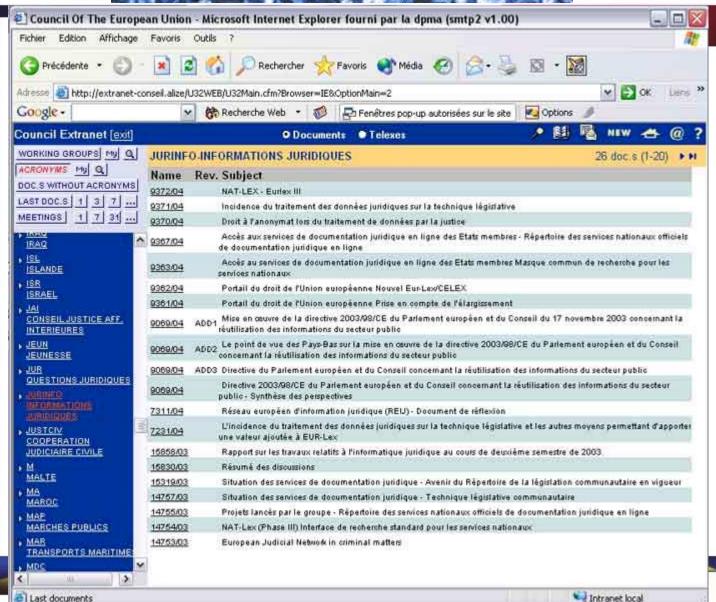
- 15 états membres
- Environ 16000 documents par an
- 11 langues officielles
- 8 pages en moyennes
- 24 exemplaires de chaque document



Près de 500 millions de photocopies par an

ELARGISSEMENT...
Plus de 1500 millions
de photocopies
par an

L' Union européenne





FIN

